

Le contexte de la transition énergétique

On sait ce qu'il faut faire et on ne le fait pas. Ce jugement lapidaire est évidemment trop brutal et sans nuances et il convient de le moduler, Il y a deux écueils à éviter. Le premier, souvent entendu ces temps-ci, (voir Libération du 17 novembre), c'est de démobiliser en tenant un discours trop catastrophiste. Si la situation est si grave, à quoi bon agir. Le second, c'est de se rassurer à bon compte en listant les nombreux exemples d'initiatives qui, à toutes les échelles, montrent que beaucoup agissent (Toujours Libération ou le texte d'Evelyne Perrin), sans voir la tendance générale (les émissions de GES continuent à croître), Le contexte actuel me semble illustrer ces deux tendances.

On sait ce qu'il faut faire : changer les modes de production et de consommation. Et les nombreuses tentatives recensées par ceux qui ne veulent pas sombrer dans la sinistrose montrent la direction à suivre, mais on ne le fait pas, ou plus exactement ce qui se fait n'est pas suffisant pour infléchir la tendance générale. Evidemment, « changer les modes de production et de consommation » c'est terriblement abstrait et plus facile à dire qu'à faire. Et plutôt que de tenter une énième fois de décliner un plan d'action qu'il suffirait de suivre (qui peut penser qu'un tel plan existe ?) je trouve plus utile de réfléchir sur les obstacles qui empêchent que des changements majeurs s'amorcent. Il ne suffit pas de dire ce qu'il faudrait faire, ni même que c'est possible¹, mais de comprendre les raisons qui font que cela ne se fait pas (ou peu) et les conditions minimales à réunir pour que cela se fasse. C'est un problème politique et pas technique (même si la technique y joue un rôle important).

De quelques traits caractérisant le contexte

1 Nous dépendons encore beaucoup des ressources fossiles (pour 80%) et celles qui sont recensées sont trop importantes pour contribuer « naturellement » à être une contrainte poussant à changer nos modes de vie. Je partage là-dessus les avis d'Henri Prévôt (*Trop de pétrole*) ou de Pierre-Noël Giraud (*L'homme inutile*). Il faudrait (mais on ne le fait pas pour l'instant) renoncer à exploiter ces ressources, ce qui implique aussi de renoncer à les subventionner ou à continuer à donner des autorisations d'exploitation et d'exploration.

2 Les RN deviennent largement compétitives à cause de la baisse de leur coût et seront évidemment au cœur de la transition énergétique (mais ce n'est pas encore le cas et se rassurer en constatant des taux de croissance très élevés est insuffisant. Compte tenu des points de départ, il est normal que les taux de croissance d'utilisation des RN soient très élevés, mais leur niveau absolu reste faible).

3 Le paysage énergétique futur est encore très largement inconnu. On peut évidemment pronostiquer une substitution fossiles/RN et un mix énergétique à base de RN et d'économies d'énergie mais ce mix reste largement inconnu. En partie parce qu'il n'apparaît pas à court terme (et

¹ C'est à mon avis une des principales limites du livret sur l'énergie réalisé par des militants d'ATTAC

même à moyen terme) d'énergie de substitution aux fossiles dominante. L'avenir énergétique sera donc marqué par des essais, des échecs et des réussites (donc aussi des affrontements). Même si on peut espérer qu'ils seront transitoires, plus facilement que ceux que nous connaissons aujourd'hui avec les fossiles compte tenu du fait que la production énergétique à base de RN est beaucoup plus décentralisable que celle à base de fossiles et que les coûts non récupérables dans les équipements fixes sont d'un autre ordre de grandeur que ceux dans les fossiles.

4 Un changement de mode de vie ne sera pas accepté s'il implique à court terme des dégradations (ou des changements vus comme tels) par de larges fractions de la population et en particulier par les plus pauvres. Cela implique de nombreuses créations d'emplois (les emplois verts doivent apparaître crédibles) et pose d'une part, la question des formations afférentes, et, d'autre part, des réformes fiscales non marginales (donc des luttes futures elles-mêmes non marginales).

5 Georges Bush avait (hélas) raison, les américains ne veulent majoritairement pas négocier leur mode de vie, mais pas seulement eux. Le mode de consommation actuel, basé sur la non saturation des désirs entretenus par la publicité incite chacun à chercher à imiter les comportements de ceux qui sont situés socialement un peu au-dessus de sa propre condition. Le mode de vie américain a davantage tendance à être un modèle qu'un repoussoir (même s'il l'est pour un certain nombre, non négligeable mais largement minoritaire)

6 La prise de conscience des problèmes environnementaux (en particulier du changement climatique, car celui de la biodiversité, par exemple, reste encore très abstrait) est aujourd'hui sans commune mesure avec ce qu'elle était il y a 20 ans, mais elle reste insuffisante pour que des forces sociales suffisamment puissantes soient en mesure d'infléchir les tendances actuelles (voir encore et toujours les émissions de GES). Oui, beaucoup de choses se font, beaucoup d'acteurs de toutes tailles agissent mais nous ne sommes que dans l'ordre du nécessaire (sous réserve d'inventaire) et pas du suffisant.

7 Pour ceux qui sont conscients que des changements fondamentaux sont nécessaires, s'il y a un accord sur le constat, il y a désaccord sur les solutions avancées. On peut se risquer à proposer une typologie des solutions avancées en lien avec les forces sociales qui les soutiennent, ce qui permet d'illustrer mon jugement sur l'insuffisance de ces forces sociales pour être efficaces.

Typologie des solutions

1 *Les solutions conceptuelles* Elles prônent un changement de mentalité, d'état d'esprit et sont portées par des groupes très minoritaires. La constellation des décroissants (souvent en désaccord entre eux) sont un exemple de ce type de solution. Jean-Pierre Dupuy et son catastrophisme éclairé (solution conceptuelle par excellence) ou Hervé Kempf affirmant la nécessité de « sortir du capitalisme » sans en donner la moindre clé en sont d'autres. Pour ces « solutions », les forces sociales sont inexistantes (très minoritaires pour les décroissants ou réduites à un individu pour

Dupuy² ou Kempf)

2 *Les solutions politiques* Ici, on peut citer Les mouvements politiques verts ou ATTAC qui ont une analyse politique et agissent en fonction mais qui restent encore très marginaux. Les forces sociales existent mais elles sont insuffisantes (aucun parti vert n'a pour l'instant eu autre chose qu'un strapontin dans un gouvernement et Hulot, malgré son volontarisme et ses convictions n'en est pas un contre-exemple)

3 *Les solutions pragmatiques* A l'inverse des précédentes, ces « solutions » ne s'appuient pas sur un corps de doctrine particulier mais se caractérisent en proposant des actions censées modifier les comportements dans « le bon sens » (jugement souvent moral). On peut citer ce que j'appelle la stratégie des mille petits gestes (fermer l'eau en se rasant, ...) nécessaire mais évidemment pas suffisant, le Grenelle (mille petits gestes au niveau de l'Etat) ou la construction d'indicateurs dits du DD de toute nature censés déclencher les bons comportements.³ Ici les forces sociales sont introuvables et ces « solutions » sont plutôt caractérisées par un discours moralisateur faisant appel à la responsabilité individuelle ou collective.

4 *Les solutions corporatistes* Généralement portées par des ingénieurs (Jancovici, Prévôt en sont des exemples), elles consistent à proposer la mise en œuvre d'un plan d'ensemble dont la crédibilité repose sur la compétence technique de celui qui le propose. Leur principe c'est de faire confiance aux compétences de leurs initiateurs. On peut qualifier les forces sociales sous-jacentes de partisans au sens où si c'est souvent un individu singulier qui avance son plan (en général à prendre intégralement sous peine d'échec retentissant, Jancovici étant le paradigme de cette posture), il se revendique d'une expertise collective apolitique et technique (en France l'Ecole Polytechnique est une pépinière d'experts de ce type).

Les Obstacles

On peut se faire une idée générale des obstacles aux changements profonds en passant en revue (même si c'est très (trop) schématique) les acteurs

1 *Les entreprises* : Évidemment centrales, on ne changera pas les modes de production *contre* elles, Pourtant, pour l'instant la grande majorité est contrainte par le business as usual qui privilégie le profit à court terme (Volkswagen, les lobbies de toute nature, la pub). Les banques jouent un rôle particulier vu l'importance du capitalisme financier aujourd'hui mais elles ne modifient pas la logique du comportement entrepreneurial.

2 *Les politiques* : ils sont devant les coûts à court terme (élevés) de changements importants et les bénéfiques (incertains) à long terme (hors du cycle électoral) que ces changements promettent. Pour l'instant ils se contentent de discours peu contraignants (ils sont tous d'accord pour promettre les

2 Évidemment la notoriété de Dupuy peut lui valoir quelques partisans, mais cela reste anecdotique

3 Malheureusement ces indicateurs sont le plus souvent dans le rouge

changements en 2050, quand ils ne seront plus au pouvoir, mais beaucoup moins pour agir aujourd'hui). Le livre de Varoufakis, *Conversations entre adultes*, dresse un portrait terrifiant des gouvernants actuels des États et des institutions internationales (FMI, BCE, UE) et de ce qu'ils sont prêts à faire pour « conserver leur capital politique » (Christine Lagarde dixit) même si c'est au détriment des peuples. L'un des exemples les plus probants de l'absence de volonté politique réelle des élites au pouvoir est le fonctionnement des marchés du carbone. Je ne partage pas la condamnation de ce moyen de lutte contre le changement climatique (consistant à attribuer une valeur sociale au carbone) au nom du recours au « marché » qui serait par nature pervers, Je suis également loin de lui trouver des vertus par nature intrinsèques et je pense que la limite à mettre entre ce qui peut (doit) relever du marché et ce qui ne le peut (doit) pas fait partie du débat et des luttes sur la société future. Je ne trouve pas non plus pertinent l'argument consistant à relever l'évidence du (non) fonctionnement des marchés actuels (et du marché européen en particulier) pour rejeter le principe du recours au marché dans ce cas précis. C'est le type de raisonnement qu'utilisent ceux qui condamne Marx au nom de l'échec du stalinisme (ou plus généralement du socialisme « réel »). Si on est d'accord (c'est mon cas) avec la nécessité d'un coût social du carbone comme moyen incitatif fort pour modifier les comportements,⁴ la construction d'un marché me semble au contraire le moyen le plus efficace. La raison en est simple, c'est que nous connaissons dès à présent les quantités de GES que nous ne devons pas dépasser si on veut vraiment limiter le réchauffement (comme on l'a affirmé à la COP 21) et que nous connaissons aussi le stock actuel déjà présent dans l'atmosphère. Une simple soustraction nous donne donc ce que nous pouvons encore émettre et donc le montant maximum de droits à mettre sur le marché. A l'inverse, toute tarification sera nécessairement à modifier en fonction des émissions qu'elle engendrera (inconnues au départ) au contraire de l'argument généralement donné en faveur de la taxe qui tient à sa prévisibilité, nécessaire pour que les entreprises puissent envisager le long terme. Évidemment, un tel plafond conduira sans doute à un prix élevé pour le carbone, donc à des transferts de richesse importants (sans parler des discussions sur la distribution initiale). Mais il serait illusoire d'imaginer que des changements importants se feront sans de tels transferts qui sont au cœur des difficultés actuelles lors des COP successives. C'est justement là qu'une véritable volonté politique pourrait se démontrer, même s'il est aussi illusoire d'imaginer que la construction d'un marché sur cette base du nombre de droits objectivement déterminé sera aisée, mais on doit bien constater que non seulement aucune tentative n'est faite dans cette direction lors des COP, mais même que la simple hypothèse qu'on pourrait aborder le problème de cette manière n'est pas discutée.

Les peuples : On peut toujours espérer que leur situation s'améliore (et c'est sans doute vrai selon

4 On a vu en 2008 au moment de la flambée du prix du baril les baisses importantes de consommation de carburant dues à cette modification des prix relatifs

des critères « objectifs », comme le taux d'alphabétisation, la baisse de la mortalité infantile, le nombre de personnes sous le seuil de pauvreté,...) mais le monde aujourd'hui est surtout marqué par les revendications communautaires (religieuses ou nationalistes), la peur de l'autre (immigrations vus comme des menaces), la montée des extrêmes droites. Ce qui montre que les peuples⁵ ne sont pas convaincus que leur situation s'améliore et ils le font savoir en votant (voir l'Allemagne dernièrement avec la percée de l'extrême droite nazie), Si on veut que « les peuples » changent leur mode de vie et ne donnent pas raison à Georges Bush, il faut qu'ils voient leur situation s'améliorer. L'information objective ne suffira pas. Là encore, si elle est nécessaire, elle est loin d'être suffisante. C'est la grande limite du petit livret sur les questions énergétiques réalisé par des militants d'ATTAC. Il donne des informations utiles sur ce qui est possible (et même nécessaire), mais rien sur les moyens à mettre en œuvre pour le réaliser, Et par moment il verse dans la méthode Coué comme page 27 quand on y lit que « les citoyens ne se laisseront pas faire et se réjouissent déjà de la transition ». Pour l'instant, ces « citoyens » sont comme les forces sociales que j'évoquais au début de ce texte, pas assez nombreux pour être moteurs. Baisser les émissions de GES serait facile si c'était peu coûteux, mais ce n'est pas le cas et les peuples sont très méfiants s'ils subodorent qu'ils seront les payeurs. De toute façon il y a d'énormes problèmes de redistribution, directs, via le changement des prix relatifs et indirects via les changements de modes de vie (transports, habitats, lieux de travail, urbanisation,,,,), Les Paradise papers à une échelle beaucoup plus modeste donnent une idée des obstacles à vaincre (comment rendre illégal ce qui est immoral) et là encore de l'absence de volonté politique (au nom de la difficulté à changer, comme si c'était une bonne raison de ne pas le faire alors que ce serait plutôt le contraire). La crise financière de 2008 a une échelle plus comparable en est un autre exemple. Même au bord du gouffre, la remise en cause des positions acquises par les dominants ne se fait pas facilement. On ne convaincra pas les peuples (et d'abord les plus défavorisés) de modifier leurs modes de vie s'ils n'y voient pas de manière crédible une réelle amélioration de leurs conditions de vie actuelles.

Que peut-on espérer ?

Sur le « marché » des solutions, on peut en trouver de trois types principaux.

La solution technologique : En fait partie celles que j'avais caractérisé de partisans précédemment, propositions d'ingénieurs dont la limite est l'ingénierie climatique, prête à parier sur des expérimentations sans filet. Si à l'évidence la technologie peut beaucoup et fera partie de la solution (si on la trouve) il ne faut pas oublier que toute technologie a un revers dont on ne s'aperçoit pas toujours à temps. Il faut donc être prudent avec les généralisations et se donner le temps

⁵ Évidemment, « les peuples » c'est beaucoup trop général et une analyse plus fine serait nécessaire mais si on regarde le tableau d'ensemble il me semble qu'on est devant le même problème que je soulevais au début de ce texte. Dans le détail, on peut trouver de nombreux motifs d'optimisme (et heureusement), mais de la même manière que les émissions de GES continuent à croître, les majorités politiques qui se forment ne sont pas portées vers le changement (en France, c'est Macron qui a été élu).

d'expérimenter (si on l'a ?).

La solution institutionnelle : C'est celle suivie avec les COP dont on peut mesurer le succès au nombre qui les accompagne (23 pour l'instant et les émissions de GES continuent à augmenter). Là aussi les négociations sont une partie de la solution et elles sont indispensables (elles ne font que refléter l'existence de divergences) mais on doit également noter que pour un problème global où l'intérêt général semble *a priori* incontestable (qui a intérêt à détruire notre cadre de vie ou même à le dégrader irréversiblement ?) la convergence vers une organisation mondiale de l'environnement ou du climat qui aurait un pouvoir réel de décision et de contrainte s'éloigne avec une division du monde de plus en plus forte. Le nombre de pays aujourd'hui soucieux de leur souveraineté (et d'autant plus qu'elle est acquise parfois depuis peu) est beaucoup plus grand qu'il y deux décennies.

La solution anthropologique : Sous sa forme forte elle rêve à un homme qui soit différent de celui que nous connaissons depuis le néolithique, passons. Sous sa forme faible, largement dominante chez tous ceux qui ont pris conscience de l'état critique de notre environnement, elle prône l'éducation visant la modification des comportements. La stratégie des mille petits gestes en relève. Outre l'insuffisance des résultats qu'elle engendre pour l'instant (toujours la différence (abyssale) entre le nécessaire et le suffisant) elle pose la question des éducateurs (qui sont-ils et en quoi sont-ils crédibles ?), Si on vise les générations futures, comment leur expliquer qu'ils ne doivent pas se comporter comme nous continuons collectivement à le faire, C'est le même problème qu'illustrent les COP avec le débat entre les pays en développement auxquels les pays développés demandent des efforts qu'ils n'ont pas faits eux-mêmes. Évidemment ce n'est pas dire qu'éduquer ne sert à rien, mais c'est relativiser son efficacité, à une époque où tout le monde s'accorde à dire que le niveau d'éducation n'a jamais été plus haut alors que l'état global de l'environnement continue à se dégrader. Si nous trouvons une solution au changement climatique (solution de toute façon partielle car le niveau actuel de GES conduit à un réchauffement qui nécessitera des adaptations) elle sera composée des trois types décrits ci-dessus, mais dans des proportions qui, comme le mix énergétique optimal, ne sont pas connues d'avance. Il y aura donc des essais, des erreurs, des luttes, ce qui nécessite du temps. Entre aujourd'hui et 2050, que beaucoup considèrent comme un repère raisonnable, aurons-nous assez de temps ? Pour l'instant on ne peut que l'espérer mais il faut remarquer que l'intervalle se réduit sans que des infléchissements majeurs apparaissent. Pour l'instant nous gâchons donc le temps disponible au risque de rendre les ajustements nécessaires plus difficiles voire impossibles. C'est que la volonté politique manquante n'est pas une ressource exogène qu'il suffirait de vouloir mobiliser quand on en a besoin. C'est l'expression d'intérêts réels et ceux qui dominent (les grandes entreprises, les gouvernants des grands pays et des institutions internationales) sont surtout en faveur du maintien (ou de l'amélioration) de leurs positions. S'il est vrai qu'adopter une position catastrophiste conduit à l'inaction, la position visant à ignorer les

obstacles risque de ne pas être plus efficace, même si elle est plus satisfaisante pour son bien-être personnel. Ne pas sous-estimer les obstacles et juger de l'efficacité des actions à l'aune de la réduction des émissions globales me semblent le minimum pour analyser le contexte dans lequel il nous faut agir.